

SOLIDARITÉ AVEC LES EXPULSÉS DU 133 AV. MARCEL PAUL

Ces Gennevillois sont toujours obligés de dormir dans la rue depuis qu'ils ont été expulsés le 8 avril par les CRS de l'immeuble qu'ils occupaient.

Cet immeuble, propriété de GDF, était vide.

Maintenant il a été rendu inhabitable et va être détruit pour une opération immobilière de construction de bureaux.

Le préfet qui a ordonné et dirigé l'expulsion ne veut toujours pas arrêter ce scandale en leur faisant de proposition de logements.

Avec des associations et des partis, le NPA participe à un comité de soutien. Ce comité montre que la solidarité sur cette ville n'est pas un mot creux malgré toutes les difficultés.

Malheureusement la Mairie persiste dans son déni de cette solidarité élémentaire, maintient son refus de s'associer aux démarches communes face à la préfecture et refuse toujours l'ouverture d'un local d'hébergement provisoire en attendant des solutions durables.

Pour notre part, nous continuerons à tout faire pour que l'unité la plus large se fasse pour la solidarité avec les expulsés du 133 av Marcel Paul et que cesse enfin la honte de voir des femmes, des hommes et des enfants être obligés de dormir dehors.

NON AU TRAVAIL DU DIMANCHE

Mauvaise nouvelle : la majorité du conseil municipal, PC, PS, Verts et Parti de Gauche, a décidé de demander au préfet de classer la zone des Chanteraines en PUCE (périmètre d'usage

de consommation exceptionnelle...) et d'autoriser ainsi le travail du dimanche.

La Municipalité a donc voté l'application locale de la loi Sarkozy de démantèlement du Code du Travail, bien que les partis de gauche aient combattu cette loi à l'Assemblée nationale.

Seuls les 2 élus de Gennevilliers pour Tous, où milite avec d'autres le NPA, ainsi que 2 élus du groupe socialiste ont voté contre.

Ces magasins ouvraient déjà en dérogation la loi avec accord de la municipalité. Mais céder aux pressions des patrons des grands groupes commerciaux et légaliser ces abus est un mauvais coup porté aux salariés et à toute la population.

Parler de volontariat pour ce travail du dimanche est un leurre. Les patrons ont assez de moyens de pression pour désigner et obliger les volontaires.

Les maigres avantages ne compensent pas les nuisances, bouleversements de la vie familiale et sociale, transports difficiles et précarité accrue...

Les patrons exercent un chantage sur l'emploi : 129 postes menacés en cas de refus. Mais l'ouverture de ces magasins le dimanche entraîne des pertes d'emploi dans le petit commerce ; et quand des patrons demandent des sacrifices pour soi-disant défendre l'emploi, on peut être certain qu'ils en tireront des bénéfices et qu'ils supprimeront aussi des emplois.

Ils l'ont déjà fait !

Face à cette loi injuste du travail du dimanche, il n'y a qu'une seule position possible ne rien céder et organiser la résistance. C'est à quoi s'emploiera le NPA.

Nos vies valent plus que leurs profits.